PrÉsidence

de la Paris, le 15 décembre 2014

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Questions d’actualité SIG - 15 décembre 2014***

1. **Loi croissance et activité : des mesures toujours bien jugées** - à l’exception de la vente par l’Etat de ses participations dans les grandes entreprises.

**Les Français qui ont entendu parler de cette loi s’y disent très largement favorables (64%), avec une forme de consensus politique** : 70% des électeurs de F. Hollande en 2012, 76% de ceux de F. Bayrou, 65% de ceux de N. Sarkozy et 69% de ceux de M. Le Pen – ce qui est remarquable.

Seuls les électeurs de JL. Mélenchon de 2012 s’y disent opposés (36%) ; même s’il semble s’agir plus d’une position de principe que d’un jugement sur les mesures elles-mêmes, approuvées en partie.

**Dans le détail** :

* 89% des Français sont favorables à « *l’élargissement de l’épargne salariale aux PME* » ;
* 84% approuvent la « *libéralisation du transport par autocar en permettant l’établissement de lignes régulières entre les grandes villes* » (65% au Front de gauche, de 81 à 89% partout ailleurs) ;
* 71% approuvent l’ouverture « *de certains magasins jusqu’à minuit dans les zones touristiques internationales* » (63% à gauche, dont 71% au PS, 63% à EELV et 52% au Front de gauche)
* 66% approuvent « *l’ouverture des magasins 12 dimanches par an contre 5 actuellement* ». 54% des électeurs de gauche y sont favorables, dont 66% au PS, 48% à EELV, mais seulement 38% au Front de gauche (et 75% à droite).

D’une manière générale, 51% des Français (dont 37% des sympathisants de gauche) estiment que « *tous les magasins devraient pouvoir ouvrir le dimanche* », soit 3 points de moins qu’en septembre – une chute relativement faible compte tenu de la tournure des débats ces dernières semaines.

* 57% se disent favorables à « *libéraliser l’installation de certaines professions réglementées comme les notaires ou les huissiers* » (60% à gauche dont 69% au PS, 54% à droite).
* en revanche 36% seulement (32% à gauche, 40% à droite) souhaitent « *permettre à l’Etat de vendre une partie des participations qu’il détient dans de grandes entreprises* ». La privatisation partielle de l’aéroport de Toulouse, sur un registre proche, a suscité beaucoup de commentaires sur un mode très inquiet : ce sujet semble pouvoir réveiller des craintes très présentes.
* 50% des Français (61% au PS, 51% à droite) estiment que « ***globalement, ces différentes mesures constituent un levier pour relancer l’économie française*** » - bon résultat pour un jugement sur l’efficacité de mesures dans le domaine économique.
* Enfin, **l’opinion ne voit pas dans ce projet de loi une « réforme trop libérale »** : seulement 14% considèrent qu’il va « *trop loin pour libéraliser l’économie française* », contre 49% qui jugent qu’il « *ne va pas assez loin pour libéraliser l’économie française* » et 35% qui l’estiment « *équilibré* ». Même les sympathisants Front de gauche ne sont que 31% à juger que le projet va trop loin, contre 29% qu’il ne va pas assez loin et 39% qu’il est équilibré (11-40-48 au PS).
1. **Une loi qui acquière progressivement une dimension symbolique**.
* Si les mesures ne sont certainement pas encore bien toutes connues, **ce projet de loi semble avoir été remarqué par les Français : près des deux tiers (63%) en ont entendu parler, et un tiers voit précisément de quoi il s’agit** – notable comparé à d’autres projets de lois et compte tenu de la fatigue médiatique et politique de l’opinion.
* Alors qu’il n’avait jusqu’à présent n’avait pas accroché l’opinion, **ce projet semble désormais gagner en densité et en importance aux yeux des Français** : ceux qui en ont entendu parler estiment ainsi à 50% (contre 48%) que « *c’est une réforme importante pour la France* »**,** avec des clivages politiques mesurés mais qui passent à l’intérieur de la gauche (41% des électeurs de JL. Mélenchon, 60% de ceux de F. Hollande, 54% de F. Bayrou, 46% de N. Sarkozy et 52% de M. Le Pen).

De même, **63% des Français estiment que cette loi va dans le bon sens pour « *libérer les blocages qui existent dans l’économie Française* »** – de 74% des électeurs de F. Hollande à 65% de ceux de M. Le Pen, mais seulement 37% de ceux de JL. Mélenchon.

**51% jugent enfin qu’elle permettra « *d’améliorer le pouvoir d’achat des catégories modestes* »** - dont 41% des ouvriers, 48% des employés, 49% des sympathisants de gauche (29% électeurs Front de gauche / 63% PS) et 55% de ceux de droite.

* **Le doute persiste cependant** : face aux contestations soulevées par ce projet, **les Français ne croient pas que le gouvernement aura le courage nécessaire pour le mener à bien**. 55% pensent qu’il « *n’ira pas au bout* » (dont 64% à droite), contre 44% qui pensent le contraire (dont 55% à gauche, et 63% au PS).

Mais même s’ils jugent que le projet ne va pas assez loin, l’efficacité prime : 70% des Français estiment que « *face à l’opposition d’une partie de la gauche, le Premier Ministre doit rechercher des compromis pour faire accepter la loi* », contre 28% qui pensent qu’il « *doit tout faire pour faire voter le texte sans changement* » (sans clivage partisan notable). **Compte tenu de l’urgence économique, les Français semblent préférer une petite réforme à « pas de réforme du tout » : mais ils ajusteront sûrement leur jugement sur l’action du gouvernement en conséquence**.

* *Le projet de loi croissance et activité a nettement gagné en visibilité et semble devenir progressivement une marque de l’action réformatrice du gouvernement. Les oppositions y ont certainement aidé : il y a quelques mois, testées en dehors de tout débat, les mesures paraissaient anecdotique aux yeux des sondés. A l’issue d’une polémique, elles deviennent importantes.*

*La contestation semble ainsi rester l’un des rares ressorts qui attire l’attention des Français sur l’action politique. Plus une réforme suscite de contestations, plus elle est jugée « crédible » (mais pas forcément souhaitable). Les Français sont en effet persuadés que le système est entièrement verrouillé : si personne ne proteste, c’est que rien de sérieux n’est fait. L’ANI n’avait ainsi en son temps laissé aucune trace dans l’opinion ; de même que le compte pénibilité jusqu’à ce que le patronat le conteste fortement (« aussi grave que les 35h ») ancrant l’idée que « quelque chose était en train de se passer ».*

* *Le consensus politique PS-droite-FN suscité par le projet de loi croissance et activité est tout à fait remarquable ; tout comme le fait que le seul clivage passe à l’intérieur de la gauche - moins d’ailleurs sur le fond des réformes que sur des positions de principe.*
* *Parallèlement, dans un contexte où les hommes politiques eux-mêmes sont de plus en plus pointés comme l’un des principaux obstacles à l’amélioration de la situation du pays, les Français semblent valoriser les postures qui leur paraissent s’élever de la scène politique, perçues comme les seules efficaces.*

*Là réside le ressort principal du matelas de popularité personnelle du PM d’une vingtaine de points ; c’est également cette image qui a permis le décollage d’E. Macron (+12 dont +18 au PS ce mois-ci pour Ipsos ; +9 pour Odoxa dont +8 à gauche). A droite, B. Le Maire s’en est nourri (dont la popularité bondit de 11 points à droite pour Ipsos, de 5 points pour Opinionway et Odoxa) - notamment après son meeting face à « Sens commun » en jouant de l’effet de contraste avec N. Sarkozy.*

*Les Français accordent de plus en plus bonus d’opinion à ceux qui affirment des convictions, sans céder aux querelles politiques y compris contre leur propre camp.*

* *Dans ce contexte, les compromis au nom de l’efficacité semblent pouvoir être acceptés. Mais éviter que le récit qui s’impose au fil de la discussion parlementaire soit celui d’un « détricotage » pour donner des gages à des contestations politiques perçues comme peu légitimes, paraît nécessaire pour conserver un effet positif en termes d’opinion.*
1. **Compte social universel**
* 82% des Français sont favorables à « *la création d’un compte social universel qui regrouperait tous les droits sociaux (sécurité sociale, retraite, formation professionnelle…) et suivrait chaque individu de l’école jusqu’à la retraite - permettant par exemple à chaque salarié, lorsqu’il quitte une entreprise, de bénéficier de ses droits acquis dans sa nouvelle entreprise* ».

Ce plébiscite est partagé par toutes les catégories : l’attrait de la simplification et de l’accessibilité des droits supplante les possibles réticences.

1. **Fin de vie**
* Sans surprise, 92% des Français sont favorables à « *donner la possibilité à toute personne de souscrire un testament médical qui permettrait à chacun d’exprimer à l’avance son opposition à tout acharnement thérapeutique* ».

De même, 89% approuvent la « *sédation, c’est à dire un endormissement profond et continu jusqu’au décès pour des patients en phase terminale qui en feraient la demande* ».

Ces questions ne font pas l’objet de clivages politiques ou générationnels.

 Adrien ABECASSIS